

- > **Le Sénat ratifie les ordonnances Macron** en modifiant des mesures sur le CSE
- > **L'ordonnance de sécurisation** des relations de travail est amendée par les sénateurs
- > **La récupération** crée un fonds de financement du dialogue social
- > **Le chômage** a très légèrement baissé en décembre 2017

le dossier p. 1-8

- > **La clause de non-concurrence** en droit du travail

IRP

Le Sénat ratifie les ordonnances Macron en modifiant des mesures sur le CSE

Les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation pourraient finalement être exclues de l'assiette de calcul de la subvention de fonctionnement et de la contribution patronale aux activités sociales et culturelles du comité social et économique (CSE). C'est ce qu'ont prévu les sénateurs lors de l'adoption le 24 janvier du projet de loi de ratification des ordonnances Macron. Ceux-ci ont modifié d'autres dispositions contenues dans l'ordonnance instituant le CSE. Certains de ces changements pourraient voir le jour.

Le Sénat a approuvé le 24 janvier 2018 à une large majorité le projet de loi de ratification des cinq ordonnances Macron. Comme l'Assemblée nationale (v. l'actualité n° 17458 du 30 novembre 2017), il a modifié plusieurs dispositions contenues dans l'ordonnance créant le comité social et économique (v. le dossier juridique-IRP- n° 180/du 6 octobre 2017 et n° 181/2017 du 9 octobre 2017), celle relative à la sécurisation des relations de travail (v. page 3) et celle relative au renforcement de la négociation collective (v. notre prochaine édition).

Le projet de loi de ratification doit faire l'objet d'une CMP. Son adoption définitive, prévue en mars, donnera une

valeur législative aux ordonnances Macron déjà applicables.

Période transitoire pour les entreprises dont les mandats expirent en 2019

Les sénateurs entendent permettre aux entreprises dont les mandats arrivent à échéance en 2019 d'avancer l'institution du CSE, ce qu'elles ne peuvent faire en raison des dispositions transitoires actuelles (Ord. n°2017-1386 du 22 septembre 2017, art. 9). Ces dernières n'envisagent que le cas des entreprises au sein desquelles les mandats expiraient en 2017 ou arrivent à échéance en 2018.

Selon le projet de loi, tel qu'adopté par le Sénat, si l'entreprise dont les mandats expirent en 2019 décide d'avancer ses élections, elle devrait obligatoirement conclure un accord collectif de droit commun. Elle ne pourrait donc, comme le prévoit l'ordonnance du 22 septembre 2017 pour les mandats arrivant à échéance en 2018, le décider unilatéralement.

Autre différence à signaler : l'entreprise devant renouveler ses IRP en 2019 ne pourrait pas retarder la mise en place du CSE, même de quelques mois. Actuellement, une entreprise dont les mandats expirent en 2018 peut proroger (et avancer) au plus d'un an les mandats des IRP.

En outre, l'entreprise dont les mandats expirent en 2019 ne pourrait avancer la mise en place du CSE qu'en vue de faire coïncider le terme des mandats des différentes IRP avec la date de mise en place du CSE et, le cas échéant, du CSE d'établissement et du CSE central. Cette dernière précision est surprenante dans la mesure où l'article 9, III de l'ordon-

nance n° 2017 1386 envisage de manière générale ce cas.

Enfin, les sénateurs ont complété l'article 9, III qui envisage de manière spécifique les entreprises dont les IRP doivent se renouveler à des échéances différentes (peu importe l'année d'expiration des mandats). L'employeur peut par accord

// Conférence Liaisons

Le comité social et économique, c'est parti !

Les entreprises doivent mettre en place le comité social et économique dès leurs prochaines élections, le décret d'application de l'ordonnance Macron étant paru au *Journal officiel*. Le CSE n'est pas la réplique de nos anciennes IRP d'autant plus que presque tout devient négociable !

Comment l'instituer ? Comment mettre en place une représentation du personnel adaptée à l'entreprise ? L'organisation sociale de l'entreprise doit-elle être remise à plat ? *Liaisons sociales* vous propose, le **mercredi 7 mars 2018**, une conférence sur le CSE avec Jeannie Crédoz-Rosier, avocat associé, Flichy Grangé, Sylvain Niel, avocat associé, Cabinet FIDAL, Laurence Pécaut-Rivolier, conseiller à la chambre sociale de la Cour de cassation

Contact et inscriptions :

www.wk-formation.fr/conferences

09 69 32 35 99

collectif ou unilatéralement **faire coïncider l'échéance des mandats** pour une mise en place du CSE simultanée au niveau de chaque établissement. Cet accord ou décision unilatérale pourrait, ont précisé les sénateurs, fixer des **durées de mandat différentes** pour chaque **établissement distinct** pour le premier cycle électoral suivant l'installation du CSE.

Limitation à trois du nombre de mandats successifs

Les sénateurs ont **supprimé la possibilité de déroger**, dans le cadre du protocole d'accord préélectoral, à la **limite de trois mandats successifs** de représentant du personnel. « Il faut **encourager le renouvellement** des représentants du personnel », jugent les sénateurs en rappelant que cette limitation ne concerne, en tout état de cause, que les entreprises de moins de 50 salariés. Notons que le décret les concernant n'est toujours pas paru.

Attributions du CSE

Comme les députés, les sénateurs accordent aux **CSE** des entreprises d'au moins 11 salariés et de **moins de 50 salariés** (équivalent des DP) le **droit d'alerte** en cas d'atteinte des **personnes** et en cas de **danger grave et imminent**. En revanche, ils leur retirent ce droit, qui leur avait été accordé par les députés, en cas de risque grave pour la santé publique ou l'environnement. Actuellement ce droit est attribué au **CHSCT**, institution prévue dans les entreprises d'au moins 50 salariés.

Les sénateurs **autorisent un accord de groupe** à prévoir que les **informations ponctuelles** du CSE puissent **avoir lieu** à son **niveau**, et non uniquement les consultations ponctuelles, comme le prévoit l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017. « Cela pourrait être particulièrement pertinent en cas d'OPA, sans que cela empêche cet accord de groupe de prévoir une information dans des délais réduits du CSE central et des CSE d'établissements », explique l'auteur de l'amendement. Notons que les sénateurs corrigent un oubli dans la liste récapitulative des **consultations ponctuelles**, en rajoutant les **opérations de concentration**.

Budget du CSE

Concernant le budget du CSE, les sénateurs **retirent de la masse salariale** servant de calcul de la **subvention de fonctionnement** et de la **contribution patronale** aux **ASC** (activités sociales et culturelles) du CSE les **sommes versées** au titre de la **participation** et de l'**intéressement**. Cette mesure introduite par l'ordonnance du 22 septembre dernier pourrait décourager les employeurs à conclure de tels accords ou à limiter les montants versés,

estiment-ils. De plus, elle « introduit une forte incertitude sur l'évolution des ressources dédiées aux ASC ».

Concernant son **budget de fonctionnement**, le CSE peut actuellement décider de consacrer une partie de celui-ci au financement de la formation des DS. Comme les députés, les sénateurs permettent au CSE de le faire aussi pour **former les représentants de proximité**.

Dispense d'organiser des élections partielles

L'employeur doit organiser des **élections partielles** si un collège électoral n'est plus représenté ou si le nombre de membres titulaires est, tous collèges confondus, réduit de moitié ou plus. Toutefois, il n'y serait **pas tenu**, ajoutent les sénateurs, si ces événements sont la conséquence de l'**annulation de l'élection** de candidats par le juge pour non-respect des dispositions sur la **représentation équilibrée des hommes et des femmes**. Les sénateurs rétablissent une exception introduite par eux lors de l'examen parlementaire de la loi Rebsamen du 17 août 2015 (*v. l'actualité* n° 16866 du 2 juillet 2015) et supprimée par l'ordonnance du 22 septembre. Ils estiment que l'employeur n'est pas responsable de cette situation, l'établissement des listes de candidats relevant de la seule responsabilité des organisations syndicales.

Notons que les sénateurs tirent la conséquence de la possibilité désormais offerte par l'article L. 2314-14 du Code du travail à l'employeur de répartir le personnel et les sièges entre les collèges électoraux. La proportion de femmes et d'hommes composant chaque collège devrait dans ce cas également, comme lorsque cette répartition a lieu par le protocole d'accord préélectoral ou sur décision de l'autorité administrative, être portée à la connaissance de chaque salarié.

À NOS ABONNÉS

Bon à savoir: le suivi des grandes réformes sociales en cours consultable à tout moment sur notre site

Suivi de la réforme du droit du travail – et en particulier du projet de loi de ratification et du projet de 7^e ordonnance sur le détachement –, de la réforme de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'assurance chômage, du Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises qui doit donner lieu à la présentation d'un projet de loi en avril, de l'adoption du projet de loi instaurant un droit à l'erreur, etc. : notre rubrique « Réformes en cours » vous tient en permanence informés de leur état d'avancement.

Pour la consulter, RDV sur www.liaisons-sociales-quotidien.fr ! Après vous être connectés, allez sur la rubrique « LES PLUS » dans la barre horizontale du menu et cliquez sur « Réformes en cours ». Vous avez alors accès à une liste de fiches consacrées chacune à un chantier du social. Vous accédez ainsi à un résumé de la réforme, à une liste de liens cliquables vers les articles de l'actualité et les dossiers qui lui sont consacrés et à un tableau de ses différentes étapes (adoption en Conseil des ministres, navette parlementaire, etc.). ■

Formation santé pour tous les élus

Tous les **représentants du personnel** au sein du CSE devraient bénéficier d'une **formation en matière de santé**, sécurité et conditions de travail. Celle-ci ne serait donc pas réservée aux seuls membres de la commission dédiée à ces questions.

Commission des marchés obligatoire

Le sénat rétablit la **création obligatoire** d'une commission des marchés dans les CSE remplissant les conditions actuellement applicables aux CE pour en compter une. Selon l'ordonnance, une telle commission ne doit actuellement être créée que si les partenaires sociaux dans l'entreprise n'ont pas conclu d'accord sur les commissions du CSE, qu'ils peuvent maintenant créer à la carte. Ils peuvent donc s'entendre pour ne pas instituer une commission des marchés. Or, celle-ci, estiment les sénateurs, est « la garante que le choix des prestataires et des fournisseurs du CSE sera faite sur la base de critères objectifs ».

Contenu du règlement intérieur du CSE

Concernant le **règlement intérieur** du CSE, les sénateurs inscrivent à l'article L. 2315-24 une règle établie par la jurisprudence : sauf accord de l'employeur, un règlement intérieur **ne peut comporter des obligations non prévues par la loi**. Par ailleurs, ajoutent les sénateurs, en cas d'accord de l'employeur, celui-ci constituerait un engagement unilatéral que celui-ci peut dénoncer à l'issue d'un délai raisonnable et après en avoir informé les membres de la délégation du personnel du CSE. ■

Projet de loi ratifiant les ordonnances Macron adopté en 1^{re} lecture par le Sénat le 24 janvier 2018



CONSULTER LE DOCUMENT SUR :
www.liaisons-sociales-quotidien.fr

L'ordonnance de sécurisation des relations de travail est amendée par les sénateurs

En cas de pic de pollution, les accords portant RCC pourraient être conclus dans les entreprises dépourvues de CSE, l'accord ou la charte sur le télétravail devrait organiser sa mise en place, les modalités de la priorité de réembauchage en fin de CDI de chantier devraient être prévues par accord de branche, etc. Voici quelques-unes des adaptations apportées à l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail par le projet de loi de ratification adopté en première lecture au Sénat le 24 janvier 2018.

Lors de l'adoption le 24 janvier du projet de loi de ratification des ordonnances Macron, les sénateurs ont apporté quelques aménagements à l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail. Ces changements portent aussi bien sur des mesures intéressantes la rupture du contrat de travail, qu'elle soit amiable ou non (*v. le dossier juridique - Rupture - n° 184/2017 du 12 octobre 2017*), que sur des dispositions relatives à sa forme et son exécution (*v. le dossier juridique - CT, exéc. - n° 195/2017 du 30 octobre 2017*).

Un cadre encore renforcé pour les RCC

La **conclusion** des accords portant rupture conventionnelle collective (RCC) serait autorisée dans les **entreprises dépourvues de comité social et économique (CSE)**, notamment en cas de carence de candidats aux élections professionnelles.

Par ailleurs, le **contrôle** exercé par la **Direccte** est **précisé**. Avant de valider un accord de RCC, celle-ci devrait ainsi s'assurer de sa conformité aux dispositions légales mais aussi du **caractère précis et concret** des **mesures de reclassement** et d'accompagnement qu'il propose aux salariés dont le contrat de travail est rompu. Cet amendement a reçu l'avis favorable du gouvernement.

La définition des modèles de lettre de licenciement

Les **modèles de lettre** de licenciement créés par l'ordonnance étant facultatifs, ils ne devraient pas nécessiter l'avis du Conseil d'État. Ils pourraient donc être **définis par arrêté** et non par décret comme c'est aujourd'hui le cas (*v. l'actualité n° 17480 du 3 janvier 2018*). Ceci

devrait permettre de les ajuster de manière plus souple et plus rapide.

En outre, la **mention des droits et obligations** de l'employeur et du salarié serait **supprimée** des modèles. Pour les auteurs de l'amendement cette précision peut induire une confusion quant au contenu devant figurer dans la lettre de licenciement. Notons que ces modifications ont été adoptées avec l'avis favorable du gouvernement.

Le périmètre d'appréciation du motif économique en cas de fraude

Comme les députés, les sénateurs prévoient de réintroduire l'idée qu'en cas de **fraude** le **périmètre** d'appréciation du motif économique d'un licenciement pourrait être **étendu au-delà des frontières nationales**. Cette précision, prévue par la loi d'habilitation, a en effet été retirée de l'ordonnance elle-même. Le texte adopté par l'Assemblée nationale faisait référence à la « création artificielle de difficultés économiques ». Or, pour les sénateurs, cette notion crée une insécurité juridique et ils lui préférèrent le terme de « fraude ». Rappelons que depuis l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017, dans les groupes, la règle est désormais que le motif économique s'apprécie au niveau du secteur d'activité commun à l'entreprise et aux sociétés du groupe auquel elle appartient, établies sur le territoire national. Cette limite nationale pourrait donc être écartée en cas de fraude, quelle que soit la nature de cette fraude.

La mise à l'écart du barème des indemnités prud'homales clarifiée

La présentation des cas de nullité des licenciements qui interdisent au juge d'utiliser le barème des indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse devrait être clarifiée. L'article L. 1235-3-1 issue de l'ordonnance est réécrit à droit constant afin de présenter ces cas de nullité sous forme de liste numérotée.

L'organisation du télétravail

Les sénateurs ont adopté un amendement qui modifie à la marge la définition légale du télétravail portée par l'article L. 1222-9 du Code du Travail dans le but de la clarifier. On retiendra surtout que cette définition valide la possibilité, introduite par les députés, de mettre en place le **télétravail** dans le cadre d'un **accord formalisé par tout moyen, y compris**

pris lorsque le recours à cette forme d'emploi n'est **pas occasionnel**. Autrement dit, le télétravail régulier devrait pouvoir être organisé en l'absence d'un accord collectif ou d'une charte.

Un autre amendement a été voté avec l'aval du gouvernement, qui prévoit que l'**accord collectif** ou la charte mettant en place le **télétravail** dans l'entreprise définit les conditions de passage en télétravail en cas d'**épisode de pollution**. Introduit par le groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE), il intègre au projet de loi l'idée soutenue par une récente proposition de loi du même groupe, selon laquelle le recours au télétravail doit être facilité en cas de pic de pollution (*v. l'actualité n° 17492 du 19 janvier 2018*).

Une priorité de réembauchage après un CDI de chantier

Le principe d'une priorité de réembauche accordée aux salariés en contrat de chantier introduit par les députés est validé par les sénateurs. Cependant, le bénéfice de cette **priorité de réembauche** serait **conditionné** à l'existence d'une **stipulation** spécifique inscrite dans la convention ou l'**accord de branche étendu** organisant le recours à ce type de contrat. Cette stipulation fixerait les modalités de mise en œuvre de cette priorité de réembauche. Notons que l'amendement ayant introduit cette dernière précision a été adopté contre l'avis du gouvernement.

Le nouveau prêt de main-d'œuvre étendu

Le **champ** des **entreprises** pouvant **recevoir** des **salariés** dans le cadre du nouveau prêt de main-d'œuvre des grandes entreprises vers les jeunes entreprises ou de petites et moyennes entreprises (PME) devrait être **étendu** avec l'aval du gouvernement. En effet, au-delà de ces jeunes entreprises et des PME, ce « mécénat de compétences » pourra bénéficier aux **organismes d'intérêt général** et aux **associations et fondations d'utilité publique** listées par le Code général des impôts (*CGI, art. 238 bis, 1. a à g*). ■

Projet de loi de ratification des ordonnances Macron, adopté par le Sénat en première lecture le 24 janvier 2018

CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales-quotidien.fr

La récupération crée un fonds de financement du dialogue social

La Fédération des entreprises du recyclage et les fédérations syndicales de salariés CFDT, CFTC, CGT, FO ont signé le 6 décembre 2017 un accord relatif au fonctionnement du dialogue social. Accompagné d'un accord créant une CPPNI (commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation), ce texte prévoit d'instituer une contribution de 0,05 % des salaires, la première collecte étant programmée en 2018.

Dans les industries et commerces de la récupération, un accord du 6 décembre 2017 crée un financement du dialogue social, afin de permettre à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) et aux autres instances paritaires de pouvoir maintenir une gestion « exemplaire et conforter la place et le rôle des partenaires sociaux ».

La branche compte 1 300 entreprises, qui emploient 26 000 salariés.

Un fonds de financement

Par accord du 6 décembre 2017, l'ensemble des partenaires sociaux ont institué une CPPNI, commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation. Pour donner les moyens financiers à cette commission, mais également aux instances paritaires (par exemple, à la commission de conciliation), les mêmes partenaires sociaux (hormis la CFE-CGC)

ont signé un accord mettant en place un fonds de financement. Il s'agit pour la branche, soulignent les signataires, de disposer d'un outil permettant que le financement des instances du paritarisme soit équitablement réparti sur la totalité des entreprises. « Dans ces conditions, il est prévu que la prise en charge du fonctionnement des diverses instances soit assurée au moyen d'une contribution conventionnelle et obligatoire, à la charge des employeurs. » Elle sera calculée sur la masse salariale de l'année civile précédente, à hauteur de 0,05 % de celle-ci. Aucune disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés n'est prévue, les signataires considérant que « l'ensemble des entreprises de la branche doit contribuer de manière égale au financement du paritarisme ». La contribution sera collectée par l'Opcv de la branche, c'est-à-dire Opcalia.

L'affectation des fonds

L'accord prévoit de faire bénéficier l'organisation patronale Federec, reconnue représentative par un arrêté publié au JO du 17 octobre 2017, de 70 % des fonds collectés, tandis que 30 % reviennent aux syndicats de salariés représentatifs (six organisations dont l'Unsa). La part des syndicats de salariés est répartie pour 30 % de manière égalitaire et pour 70 % en fonction du taux de représentativité par chacun des six syndicats (arrêté au JO du 13 octobre 2017). ■

Accords du 6 décembre 2017, relatifs à la CPPNI et au financement du dialogue social dans les industries et commerces de la récupération

CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales-quotidien.fr

PLUSIEURS AUTRES ACCORDS SIGNÉS RÉCEMMENT PAR LA RÉCUPÉRATION

En plus de l'accord de salaires 2018 du 9 octobre 2017 (v. l'actualité n° 17427 du 17 octobre 2017), finalement unanime et dont la grille (au 1-1-2018) est jointe au présent article, les partenaires sociaux ont également signé un accord sur l'indemnité de licenciement, afin de prendre en compte le décret du 25 septembre 2017, revalorisant l'indemnité légale de licenciement (v. l'actualité n° 17481 du 4 janvier 2018). Ils ont aussi signé, le 11 septembre dernier, un avenant 13 révisant le tableau des garanties santé (accord de prévoyance du 9 avril 2008) ainsi que les règles concernant les anciens salariés. L'avis lançant la procédure d'extension de cet avenant, que la CGT n'a pas signé, est paru au JO du 13 décembre 2017.

EMPLOI ET CHÔMAGE

Le chômage a très légèrement baissé en décembre 2017

Après avoir baissé de 0,8 % en novembre, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est en léger recul, de 0,1 % en décembre 2017, selon les données publiées par Pôle emploi et la Dares le 24 janvier 2018. Sur un an, le chômage a diminué de 0,5 %. Il s'agit des derniers chiffres publiés mensuellement. En effet, dans un communiqué commun, la Dares

et Pôle emploi rappellent que les données relatives aux demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi seront désormais trimestrielles. La prochaine publication, diffusée le 25 avril prochain, concernera donc les chiffres du premier trimestre 2018.

Le chômage n'a pas connu d'évolution significative en décembre 2017. En effet, d'après les données fournies par

la Dares et Pôle emploi, le 24 janvier dernier, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) est en légère baisse en décembre, de 0,1 % (- 2 700 personnes). Sur un an, il recule de 0,5 %, soit 15 700 chômeurs de moins qu'en décembre 2016. Sur trois mois, le chômage est en repli de 0,7 % (- 24 200).

Hausse de 0,1 % du chômage toutes catégories confondues

Si on ajoute aux demandeurs d'emploi de **catégorie A** tous ceux qui ont exercé au cours du mois une activité et qui sont tenus de faire des démarches actives de recherche d'emploi (catégories **B** et **C**), ce sont **5 612 300 personnes** qui sont inscrites à Pôle emploi en décembre en métropole, un chiffre sable par rapport à novembre. Dans le détail, les inscriptions en catégorie **B** (personnes exerçant une activité réduite courte) reculent de 1,1 % tandis que celles en catégorie **C** (personnes exerçant une activité réduite longue) progressent de 0,9 %.

Les demandeurs d'emploi en **catégorie D** (personnes sans emploi et non tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi) sont en **hausse de 3,4 %** et ceux inscrits en **catégorie E** (personnes non tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi) en **baisse de 0,6 %**.

Au total, fin décembre, **toutes catégories confondues**, **6 278 000 personnes** sont inscrites à Pôle emploi en métropole, un chiffre en **progression de 0,1 %** par rapport au mois de novembre (+ 0,8 % sur un an).

Le chômage des seniors en forte hausse sur un an

En décembre, le **recul** des demandeurs d'emploi en catégorie **A** en métropole est de **0,1 %** chez les **seniors** (- 0,4 % en novembre) et de **0,4 %** chez **25-49 ans** (après - 0,8 %). En revanche, après avoir baissé de 2,0 % le mois dernier, le chômage des moins de 25 ans rebondit à + 1,3 %. **Sur un an**, le chômage des jeunes et des 25-49 ans est en repli de

Données CVS-CJO	2016	2017		variation en %		
	décembre	novembre	décembre	un mois	trois mois	un an
Demandes d'emploi (en fin de mois, métropole, en milliers)						
Catégorie A	3 467,1	3 454,1	3 451,4	- 0,1	- 0,7	- 0,5
Catégorie B	718,1	755,3	746,7	- 1,1	- 1,2	+ 4,0
Catégorie C	1 278,6	1 402,0	1 414,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 10,6
Catégories A + B + C	5 463,8	5 611,4	5 612,3	0,0	- 0,1	+ 2,7
Catégorie D	339,6	268,2	277,4	+ 3,4	+ 1,4	- 18,3
Catégorie E	422,1	390,6	388,3	- 0,6	- 5,3	- 8,0
Catégories A + B + C + D + E	6 225,5	6 270,2	6 278,0	+ 0,1	- 0,3	+ 0,8
Demandes d'emploi (en fin de mois, métropole + DOM, en milliers)						
Catégories A + B + C	5 764,7	5 919,2	5 920,6	0,0	0,0	+ 2,7

3,5 % et 0,6 % tandis qu'il **progresses de 1,6 % chez les 50 ans et plus**.

Quant au **chômage de longue durée**, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en catégories **A**, **B** et **C** en France (hors DOM) **augmente de 0,4 %** en décembre (+ 5,1 % sur un an), touchant au total 2 530 900 personnes (données CVS). Ils représentent 45,1 % des chômeurs inscrits dans ces catégories, un pourcentage en hausse de 0,2 point par rapport au mois de novembre.

La durée moyenne d'inscription des sortants de Pôle emploi en décembre 2017 dans ces catégories s'élève à **314 jours** en métropole, soit 14 jours de plus par rapport au mois précédent.

Baisse des entrées et hausse des sorties

En décembre, en métropole, les **inscriptions** à Pôle emploi en catégories **A**, **B**, et **C** ont **reculé de 2,4 %** sur le trimestre (- 4,0 % en un an). À l'exception des démissions et des autres licenciements, en hausse respectivement 4,1 % et de 0,5 %, tous les autres motifs d'inscription sont en baisse : licenciements écono-

miques (- 7,5 %), autres cas (- 3,9 %), reprises d'activité (- 3,4 %), fins de mission d'intérim (- 1,8 %), premières entrées (- 1,1 %) et fins de CDD (- 1,0 %). Au total, relèvent Pôle emploi et la Dares, **527 700 personnes** (données CVS-CJO) se sont inscrites entre octobre 2017 et décembre 2017 à Pôle emploi en catégories **A**, **B** ou **C** en métropole (et 551 100 DOM compris).

Toujours en métropole, le nombre de **sorties** de Pôle emploi est, en revanche, en **progression** sur trois mois, à hauteur de **1,3 %** (- 4,4 % en un an), avec **527 600 personnes** concernées (550 200 DOM compris). À part les autres cas qui reculent de 6,0 %, les autres motifs de sortie sont en hausse : entrées en stage (+ 11,9 %), arrêts de recherche pour maladie, maternité et retraite (+ 5,0 %), radiations administratives (+ 1,5 %) et reprises d'emploi déclarées (+ 0,2 %). Les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation restent stables. ■

DARES, Indicateurs n° 003, janvier 2018

CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales-quotidien.fr

// acteurs, débats, événements

Formation

■ La CPME refuse de reprendre la négociation sur la formation professionnelle...

Les petites et moyennes entreprises ont refusé de reprendre la négociation sur la formation professionnelle, a annoncé la CPME le 24 janvier 2018. « Nous sommes pressés de reprendre les négociations mais les conditions ne sont pas réunies pour qu'on puisse le faire » a expliqué Jean-Michel Pottier, le président de l'organisation patronale, se plaignant de n'avoir eu « aucun éclair-

cissement » sur le contenu de la réforme, à l'issue d'une réunion bilatérale au ministère du Travail, convoquée après l'annulation par le patronat d'une précédente séance de négociation prévue le 19 janvier (*v. l'actualité n° 17492 du 19 janvier 2018*). Source AFP

■ ...le Medef menace de faire de même

Le Medef a assuré n'être « pas loin » de la position de la CPME, qui a refusé de reprendre les négociations sur la formation professionnelle, a annoncé l'organisation patronale le 24 janvier dernier dans un communiqué. « On a

encore besoin d'éclairage. Pour autant, la décision sera prise quand tout le monde sera reçu » a déclaré Florence Poivey, représentante du Medef dans ces négociations. Les deux organisations patronales soupçonnent le gouvernement d'avoir fait des concessions aux régions, qui ont suspendu en décembre dernier leur participation à la négociation sur la formation professionnelle pour tenter de peser sur celle de l'apprentissage. Ce dossier est miné par un bras de fer entre les régions et le patronat sur la gestion du dispositif. Source AFP

Emploi et chômage

■ Chiffres du chômage : FO regrette une hausse de la « précarisation du contrat de travail »...

Force Ouvrière a déploré, dans un communiqué du 24 janvier dévoilé à la suite de la publication par Pôle emploi des chiffres du chômage 2017 (v. page 4), la « précarisation du contrat de travail », illustrée, selon l'organisation, par « l'explosion » du « nombre d'inscrits en activité réduite ». (+ 4 % en catégorie B, + 10,6 % en catégorie C en 2017). Le syndicat demande « une politique économique plus redistributive, afin de permettre l'augmentation de la consommation des ménages, qui porte la croissance en France, et la création d'emplois de qualité et pérennes ».

■... la CGT dénonce également « l'amplification de la précarité »

Dans un communiqué publié le 24 janvier, suite à la publication des chiffres du chômage 2017, la CGT a dénoncé « la montée des emplois précaires », que l'organisation considère comme « la donnée majeure » des chiffres du chômage 2017. « La faible reprise ne se fait qu'au travers des CDD, l'intérim », commente la CGT, qui critique les ordonnances Macron qui ont permis, selon elle, « de transformer des licenciements économiques en ruptures conventionnelles individuelles ou collectives ». « La CGT revendique le droit à un emploi stable, et des prestations d'assurance chômage assurant un revenu de remplacement pour tous », ajoute le syndicat.

Économie et conjoncture

■ L'industrie a arrêté de détruire des emplois en 2017

Selon le quotidien *Les Échos* (24/01), qui cite une étude réalisée par l'institut COE-Rexecode, l'industrie a arrêté de détruire des emplois sur les trois premiers trimestres de 2017. Selon les calculs de l'institut, le secteur a même créé durant cette période plus d'un millier d'emplois supplémentaires. Des bons résultats cependant largement réalisés « grâce à l'intérim », tempère le quotidien.

Dépendance

■ Vieillesse : 50 millions d'€ supplémentaires pour les Ehpad en difficultés

Le gouvernement va débloquent 50 millions d'€ supplémentaires pour les éta-

blissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), a annoncé le 25 janvier la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn. Ces fonds seront « donnés aux Agences régionales de santé » pour « qu'elles puissent accompagner au cas par cas, en fonction des difficultés, les Ehpad qui souffrent aujourd'hui d'un manque de moyens », a-t-elle déclaré sur RTL. À l'appel de plusieurs syndicats (CGT, CFDT, FO, Unsa, CFE-CGC, SUD), une grève des personnels des Ehpad et des services à domicile est programmée le 30 janvier pour demander une « augmentation des effectifs » (v. *l'actualité* n° 17477 du 28 décembre 2017). Source AFP

Santé au travail

■ Un trophée pour prévenir les risques chimiques en entreprise

L'Assurance maladie-risques professionnels a lancé le 15 janvier 2018 les trophées « prévention des risques chimiques pros ». Objectif : mettre en valeur les bonnes pratiques d'entreprises qui ont mis en place des mesures pour protéger leurs salariés des risques chimiques que sont les « fumées de soudage », les « émissions de moteur Diesel », le « styrène » et le « perchloroéthylène ». L'examen des dossiers de candidature est à télécharger sur www.ameli.fr/employeur et à renvoyer complété avant le 15 mars 2018 à risqueschimiquespros@cnamts.fr. Les lauréats recevront leur prix le 29 mai 2018 lors du salon Préventica à Lyon.

Secteurs

■ Les particuliers employeurs vont devoir augmenter leurs salariés

Selon *Les Échos* (19/01), les employés à domicile devront être augmentés par leurs employeurs, afin de bénéficier, comme tous les salariés, de la baisse des cotisations sociales enclenchée cette année par le gouvernement. « Il est normal et légal que l'employeur répercute sur le salaire net une baisse de cotisations. S'il ne le fait pas, son salarié pourra l'interpeller, et le poursuivre devant les prud'hommes », explique la présidente de la Fédération des particuliers employeurs, Marie-Béatrice Levaux, citée par le quotidien économique.

■ Léger repli de l'emploi à domicile au 3^e trimestre 2017

L'emploi à domicile chez les particuliers a reculé au troisième trimestre 2017, poursuivant son repli observé au deuxième trimestre, mais à un rythme

moins soutenu grâce au dynamisme de la garde d'enfant, a annoncé l'Acos le 19 janvier. En un an, la masse salariale nette du secteur est restée stable, le volume horaire déclaré par les employeurs a baissé de 1,7 % tandis que le taux horaire moyen versé aux salariés a augmenté de 1,7 %. Source AFP

Entreprises

■ Carrefour : les syndicats appellent à la « mobilisation » en ordre dispersé

Les syndicats ont vivement critiqué l'annonce du PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, de la suppression de 2400 postes en France au sein du groupe (v. *l'actualité* n° 17495 du 24 janvier 2018). Le collectif CGT Carrefour a annoncé le 24 janvier, une mobilisation à partir du 5 février pour montrer la « colère » des salariés. FO maintient, quant à elle, sa manifestation prévue le 8 février. La CFE-CGC n'appelle pas à la grève mais rassemblera ses militants le 8 février à Massy, estimant que les 2400 postes supprimés « ne sont que l'arbre qui cache la forêt ». Source AFP

■ Séquestration à Goodyear Amiens-Nord : sept salariés définitivement condamnés

La Cour de cassation a validé le 24 janvier les peines d'emprisonnement avec sursis prononcées à l'encontre de sept salariés de l'usine Goodyear d'Amiens Nord, poursuivis pour avoir séquestré en 2014 deux dirigeants de leur usine. Le 11 janvier 2017, la cour d'appel d'Amiens avait prononcé sept peines avec sursis à l'encontre de sept salariés, et une relaxe pour un huitième, adoucissant les peines de prison ferme prononcées en première instance. « Cette condamnation est un coup très dur porté à notre avenir professionnel », a indiqué l'ex-leader CGT de l'usine Mickael Wamen, qui a indiqué vouloir « aller devant la Cour européenne ». Source AFP

International

■ Disney verse un bonus à ses salariés aux États-Unis

Le groupe de médias et de divertissement Disney a annoncé le 23 janvier le versement d'un bonus à ses employés, comme l'ont fait plusieurs autres compagnies depuis le vote de la réforme fiscale aux États-Unis, qui abaisse les impôts pour les entreprises. « Plus de 125 000 employés vont recevoir une prime de 1 000 dollars » indique le groupe dans un communiqué. Source AFP



Président directeur général, directeur de la publication : Hubert Chemla – Directrice du Pôle droit et réglementation : Isabelle Bussel – Directrice des rédactions : Sylvie Duras. Directrice adjointe de la rédaction : Isabelle Gervais. Rédactrice en chef : Rachel Brunet. Rédactrice en chef adjointe : Aude Courmont. Rédaction : Emmanuelle Couprie (chef de rubrique protection sociale), Michel Eicher (chef de rubrique conventions), Sandra Laporte (chef de rubrique jurisprudence), Romain Boutin, Anne Buis, Catherine Leroy, Joris Monier, Émilie Montell, Vincent Szpyt. Secrétaire de rédaction : Audrey Évrard, Thibault Monereau. Conception graphique : Primo & Primo. Directrice de production : Palmira Andrade. Liaisons sociales est édité par WOLTERS KLUWER FRANCE, SAS au capital de 75 000 000 € – 14, rue Fructidor, 75814 Paris Cedex 17 – RCS Paris 480 081 306. Associé unique : Holding Wolters Kluwer France – N° Commission paritaire 1121 T80984. Abonnement : 683,04 € TTC/an. Prix au numéro : 2,78 € TTC. Impression – routage : STAMP, ZAC du Chêne Bocquet, 60 rue Constantin Pecqueur, 95150 Taverny. Dépôt légal : à parution. ISSN 1955-5024. Ce numéro comporte 16 pages, dont 3 pages de publicité. Service clients : contact@wvf.fr – n° Indigo : 0825 08 08 00 (service 0,15 €/min + prix appel) – Service lecteurs : 01 85 58 37 20 – e-mail : redactions@liaisons-sociales-quotidien.fr – Rédaction : 01 85 58 30 00 (Fax : 01 85 58 39 70) Internet : <http://www.liaisons-sociales-quotidien.fr>